



Conseil économique et social

Distr. générale
16 janvier 2020
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-troisième session

30 mars-3 avril 2020

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat général

Population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa décision [2018/101](#) (voir [E/2018/25](#)), la Commission de la population et du développement a décidé que sa cinquante-troisième session, en 2020, aurait pour thème spécial « Population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable ». Le présent rapport a pour objet d'éclairer les débats que la Commission consacrera à ce thème.

Le présent rapport examine d'abord les tendances des indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que la relation entre nutrition et sécurité alimentaire et santé de la population. Il aborde ensuite l'interdépendance entre la sécurité et la viabilité alimentaires et les divers aspects de l'évolution démographique.

* [E/CN.9/2020/1](#).



I. Introduction

1. Comment nourrir une population mondiale en constante augmentation ? Cette question est au centre des débats sur la population et le développement depuis des dizaines d'années. Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 a mis en évidence le problème de la sous-alimentation ; toutefois, le débat actuel sur la malnutrition est plus étendu, portant sur le retard de croissance, l'émaciation, le surpoids et l'obésité ainsi que les carences en micronutriments.

2. Cinq ans après la Conférence internationale sur la population et le développement, l'Assemblée générale, dans sa résolution S-21/2, a adopté les principales mesures pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement, dans laquelle il a été demandé de renforcer les politiques et programmes alimentaires, nutritionnels et agricoles ainsi que les relations commerciales équitables et de s'attacher en particulier à réaliser et à renforcer la sécurité alimentaire à tous les niveaux. L'accent a également été mis sur l'accès des filles et des jeunes femmes à la nutrition, à la santé et à l'éducation.

3. L'interdépendance entre population, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable supposent plus que le simple calcul de calories dont a besoin une population en constante augmentation. Pour qu'un avenir sain puisse être assuré aux gens et à la planète, cette population croissante doit être nourrie de façon saine, équitable et durable. Le Programme d'action aborde la question de la viabilité, montrant que le développement durable et une meilleure qualité de vie pour tous ne sauraient être si les pouvoirs publics ne font rien pour réduire, voire éliminer les modes de production et de consommation non durables.

4. Aujourd'hui, on prend de plus en plus conscience des problèmes qu'une production et une consommation non durables, mais aussi des facteurs tels que les changements climatiques, les conflits et les ralentissements économiques, posent à la sécurité alimentaire. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 met en relief l'interdépendance de ses 17 objectifs. Dans le *Rapport mondial sur le développement durable 2019*, il est indiqué que les systèmes alimentaires et nutrition sont un point d'entrée pour la transformation au titre du développement durable. Il faudrait s'attacher à rendre l'accès aux aliments riches en nutriments plus universel et plus équitable et à optimiser la valeur nutritionnelle des produits, tout en minimisant les effets des systèmes alimentaires sur le climat et l'environnement¹.

5. Le présent rapport se penche sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de l'évolution démographique mondiale². D'après les projections de l'ONU, la population mondiale passera de 7,7 milliards en 2019 à 10,9 milliards en 2100. La population mondiale cessera probablement de croître vers 2100, mais le nombre exact est très incertain, l'écart de prévision (95 %) allant de 9,4 milliards à 12,7 milliards. Les tendances démographiques actuelles et futures varient considérablement d'une région à l'autre, la croissance la plus rapide étant prévue en Afrique subsaharienne, la plus lente en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes, celle de l'Europe et l'Amérique du Nord réunies devant rester relativement inchangée.

¹ Group de scientifiques indépendants nommés par le Secrétaire général, *Global Sustainable Development Report 2019: The Future is Now – Science for Achieving Sustainable Development* (New York, Nations Unies, 2019).

² Pour de plus amples informations sur les tendances démographiques mondiales, voir (E/CN.9/2020/5).

6. Dans le monde, le vieillissement de la population est dû en général à l'augmentation de l'espérance de vie combinée à la baisse des taux de fécondité au cours de la vie. Le nombre de personnes âgées de 60 ans ou plus devrait passer de 1,0 milliard en 2020 à 1,4 milliard en 2030 et à 2,1 milliards en 2050. Néanmoins, préparer l'avenir requiert également des investissements constants pour environ 1,4 milliard d'enfants, qui naîtront entre 2020 et 2030, et 1,2 milliard de jeunes, qui s'apprêtent à entrer dans la vie adulte.

7. Plus de 50 % de la population mondiale vit aujourd'hui dans des zones urbaines ; on devrait passer aux deux tiers environ d'ici 2050. Cette tendance mondiale a des conséquences importantes tant pour la sécurité alimentaire des citadins que pour le développement agricole et les moyens de subsistance des populations rurales.

8. En 2019, le nombre de migrants internationaux dans le monde était de près de 272 millions, contre 221 millions en 2010 ; 44 % d'entre eux vivent dans les pays du Sud et des centaines de millions d'autres personnes ont migré à l'intérieur de leur pays de naissance. Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile dans le monde a atteint 29 millions en 2019, soit une augmentation de près de 14 millions depuis 2010, ce qui représente environ un quart de l'augmentation du nombre total de migrants internationaux. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de la violence et des conflits a également augmenté, atteignant 41,3 millions en 2018³.

II. Concepts, mesures et état de la sécurité alimentaire et de la nutrition⁴

9. La cible 2.1 des objectifs de développement durable est d'éliminer la faim et de faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante. La cible 2.2 invite les États Membres, d'ici à 2030, à mettre fin à toutes les formes de malnutrition et à répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées. Elle vise également à atteindre, d'ici à 2025, les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans.

Sécurité alimentaire

10. La sécurité alimentaire est définie comme une situation dans laquelle tous les êtres humains disposent, à tout moment, d'une nourriture suffisante, saine et nutritive qui répond à leurs besoins et préférences alimentaires, pour une vie active et saine. Elle suppose que les aliments sont disponibles physiquement, qu'ils sont accessibles, garantis par des conditions économiques et sociales favorables, qu'ils sont utilisés comme il convient et que ces trois facteurs sont stables.

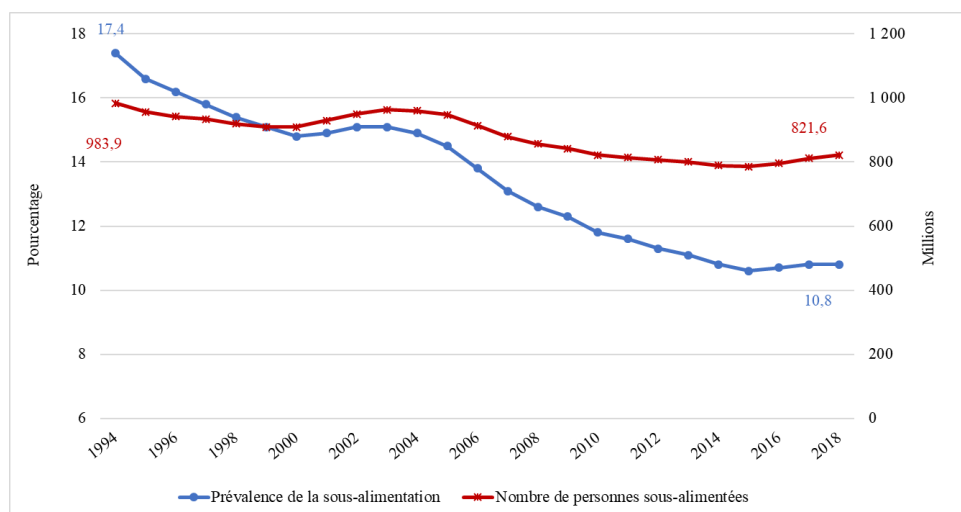
11. L'indicateur 2.1.1 des objectifs de développement durable, à savoir la prévalence de la sous-alimentation, est une estimation du nombre de personnes qui ne disposent pas d'une énergie alimentaire suffisante. En dépit des progrès réalisés dans la réduction du nombre absolu et de la prévalence mondiale de la sous-alimentation

³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Global Trends: Forced Displacement in 2018* (Genève, 2019)

⁴ Cette section est basée sur le Rapport sur la nutrition mondiale 2018 – Sensibiliser pour stimuler l'action en matière de nutrition, Development Initiatives, (Bristol, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 2018) ; et sur le rapport « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 – Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques » (Rome, 2019), FAO et al.

au cours des dernières décennies, en 2018, plus de 820 millions de personnes, soit 10,8 % de la population mondiale, étaient sous-alimentées. En outre, après avoir baissé de manière constante pendant plus de dix ans, le nombre de personnes sous-alimentées est reparti à la hausse depuis 2015 et se retrouve maintenant aux niveaux observés en 2010-2011 (voir fig. I). Les sécheresses, les conflits et les crises économiques expliquent cette augmentation dans certains cas. Avec un cinquième de sa population (plus de 256 millions de personnes) concernée, l'Afrique reste la région la plus touchée. L'Asie, dont la prévalence est de 11 %, compte le plus grand nombre de personnes sous-alimentées (514 millions).

Figure I
Nombre et pourcentage de personnes sous-alimentées dans le monde, 1994-2018



Source : Données de la FAO.

Note : Les données de 2018 sont des projections.

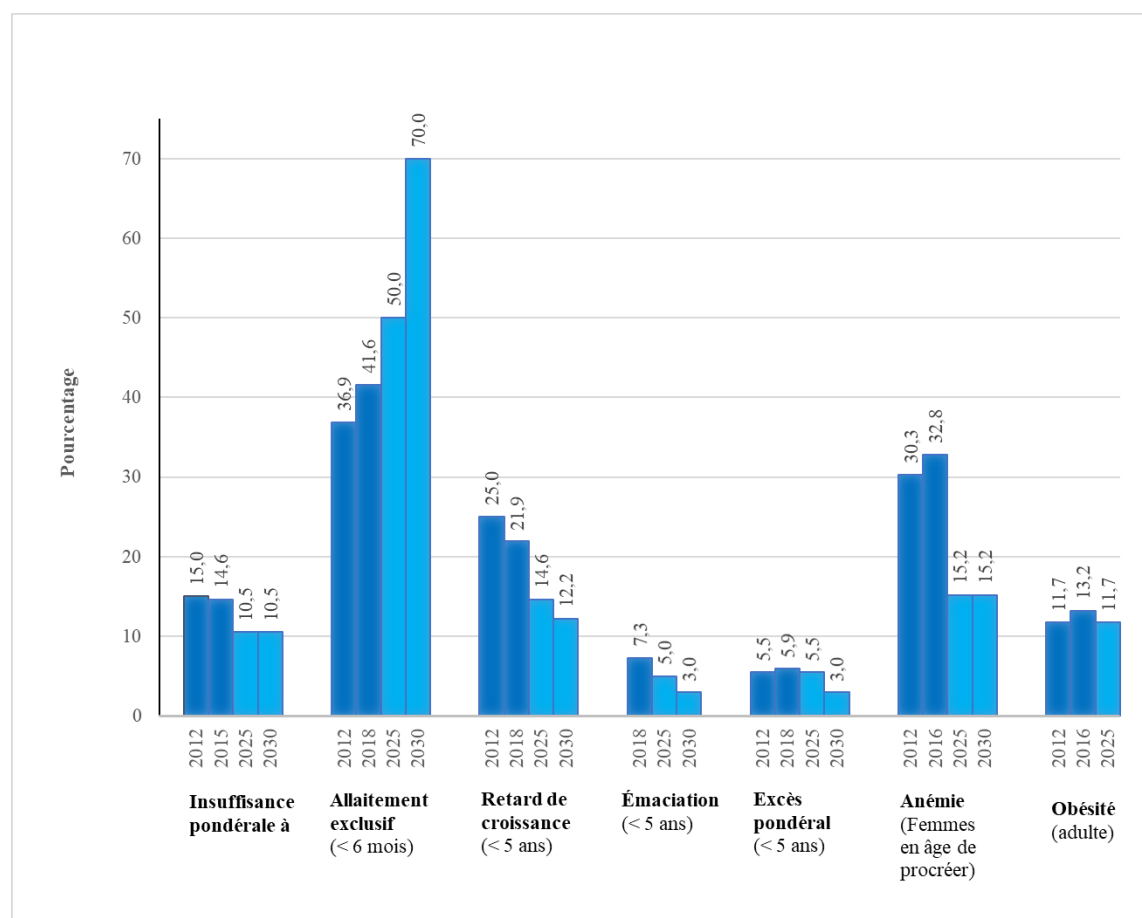
12. L'indicateur 2.1.2 (prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave) est une estimation du nombre de personnes qui n'ont pas accès à une alimentation nutritive et suffisante par manque d'argent ou d'autres ressources. Les personnes qui vivent une insécurité alimentaire modérée ne savent pas si elles auront accès à de la nourriture et peuvent avoir été forcées de faire des compromis sur la qualité ou la quantité des aliments qu'elles consomment. Les personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave ont généralement manqué de nourriture à un moment ou à un autre de l'année et peuvent être restées sans manger pendant une journée ou plus. En 2018, environ 700 millions de personnes dans le monde ont souffert d'une grave insécurité alimentaire et 1,3 milliard de personnes, d'une insécurité alimentaire modérée. En Afrique, plus de 50 % de la population a connu une insécurité alimentaire modérée ou grave.

13. Les inégalités de genre affectent la sécurité alimentaire et la nutrition tant au sein des collectivités que des ménages. L'insécurité alimentaire est légèrement plus élevée chez les femmes que chez les hommes, la différence la plus importante étant observée en Amérique latine. Au niveau mondial, cet écart est plus important dans les couches les moins éduquées et les plus pauvres de la population ainsi que dans les milieux urbains.

Nutrition

14. Les progrès accomplis en matière de nutrition sont trop lents pour atteindre les cibles de nutrition convenues au niveau mondial en matière de retard de croissance, d'excès pondéral, d'émaciation, d'allaitement maternel exclusif, d'insuffisance pondérale à la naissance et d'anémie chez les femmes en âge de procréer, qui ont été fixés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et qui doivent être atteints d'ici à 2025 (voir fig. II)⁵.

Figure II
Cibles mondiales en matière de nutrition : niveaux et tendances récents et objectifs pour 2025 et 2030



Source : FAO et autres, L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques (Rome, FAO, 2019), figure 15.

Note : Les niveaux et tendances observés sont indiqués en couleur plus foncée ; les cibles pour 2025 et 2030, en couleur plus claire.

15. La prévalence du retard de croissance dans le monde (taille trop petite par rapport à l'âge chez les enfants de moins de cinq ans) est en baisse ; en 2018, 21,9 % d'enfants étaient concernés, contre 25 % en 2012. Le nombre d'enfants souffrant d'un

⁵ L'OMS et l'UNICEF ont de ce fait proposé de prolonger jusqu'en 2030 les cibles de 2025 en matière de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant (Document de travail de l'OMS et de l'UNICEF, "The extension of the 2025 Maternal, Infant and Young Child nutrition targets to 2030").

retard de croissance a également diminué, passant de 165,8 millions en 2012 à 148,9 millions en 2018. Bien qu'il s'agisse d'une réduction de 10,1 % sur une période de six ans, ce rythme est inférieur à celui requis pour atteindre la cible de 2030, qui est de réduire de moitié le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance par rapport à l'année de référence 2012. Bien que la prévalence du retard de croissance diminue dans presque toutes les régions, l'ampleur des progrès varie. L'Afrique, dont la prévalence des retards de croissance était de 30 % en 2018, progresse plus lentement depuis 2012. Neuf sur dix enfants dans le monde souffrant d'un retard de croissance se trouvaient en Afrique et en Asie.

16. L'émaciation, qui se définit par un poids trop faible par rapport à la taille chez les enfants de moins de cinq ans, est un indicateur de malnutrition aiguë. En 2018, 7,3 % des enfants de moins de cinq ans dans le monde étaient émaciés ; la cible est de réduire l'émaciation infantile et de la maintenir à moins de 5 % d'ici à 2025. En Asie et en Océanie, près d'un enfant sur dix était émacié en 2018 ; plus des deux tiers de tous les enfants souffrant d'émaciation vivaient en Asie.

17. En 2015, on estime que 14,6 % des bébés nés dans le monde présentaient une insuffisance pondérale à la naissance, avec des variations importantes d'une région à l'autre – de 7 % en Amérique du Nord et en Europe à 17,3 % en Asie. Comme le montre la figure II, peu de progrès ont été réalisés depuis 2012. Si cette tendance se poursuit, on n'atteindra pas l'objectif fixé par l'OMS de réduire de 30 % la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance d'ici à 2025.

18. En 2016, une femme sur trois en âge de procréer (15-49 ans) dans le monde était atteinte d'anémie. La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer en Afrique et en Asie était plus de deux fois supérieure à celle de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Depuis 2012, la prévalence de l'anémie a légèrement augmenté dans le monde ; il est donc peu probable que l'on atteigne la cible de l'OMS de réduire de 50 % le niveau de 2012 d'ici à 2025.

19. Les estimations de l'allaitement maternel exclusif révèlent certains progrès au niveau mondial, 41,6 % des nourrissons de moins de six mois ayant été nourris exclusivement au sein en 2018, contre 36,9 % en 2012. En 2018, l'Afrique et l'Asie avaient la plus forte prévalence d'allaitement maternel exclusif, plus de deux nourrissons de moins de six mois sur cinq bénéficiant de cette pratique salvatrice.

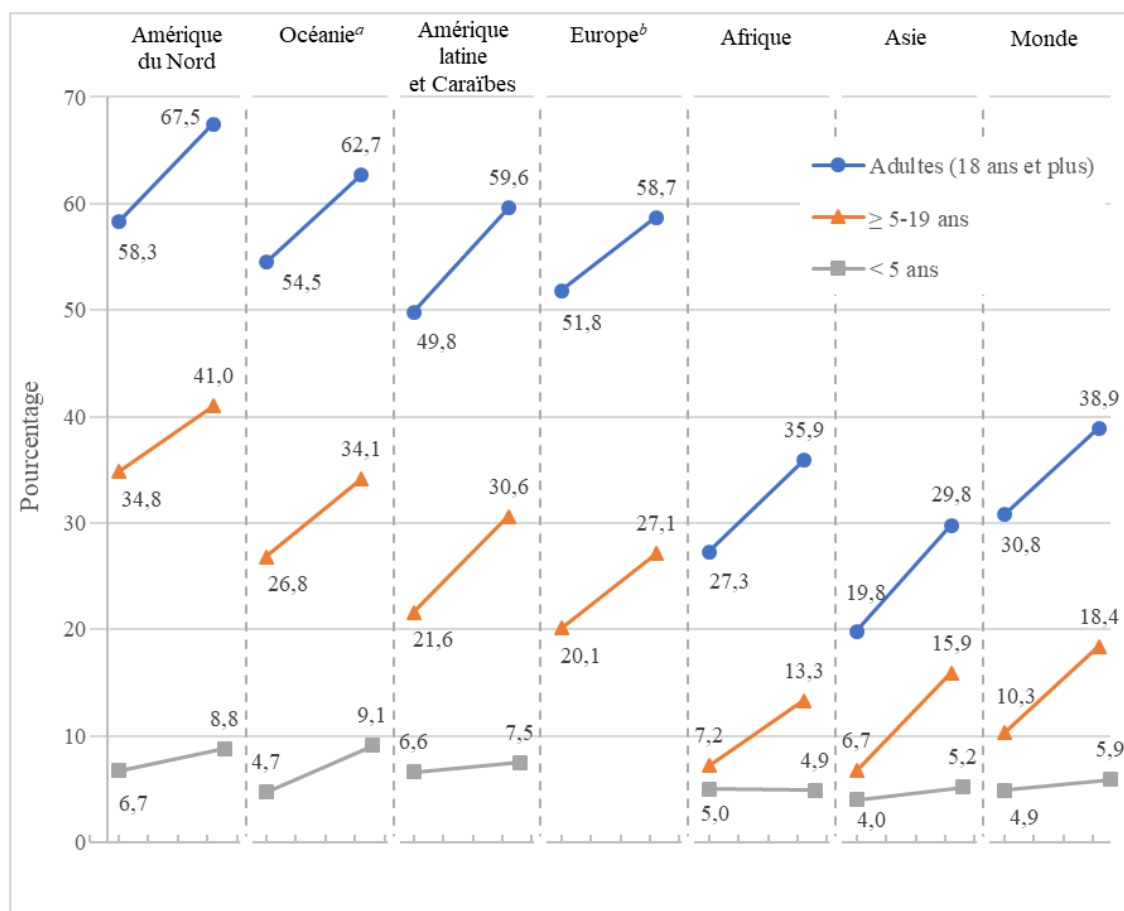
20. En 2018, 40,1 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le monde étaient en surpoids. La prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité chez les enfants de moins de 5 ans a augmenté, passant de 5,5 % en 2012 à 5,9 % en 2018. Bien que l'Asie et l'Afrique aient eu la plus faible prévalence d'excès pondéral en 2018 (5,2 % et 4,9 %, respectivement), à elles deux elles représentaient près des trois quarts de tous les enfants de moins de cinq ans en surpoids dans le monde. La plus forte prévalence d'excès pondéral a été enregistrée en Océanie, où un enfant sur dix (9,1 %) était concerné. Cette région est un exemple de population touchée par le double fardeau de la sous-nutrition et de la surnutrition, puisqu'en 2018 la prévalence de la malnutrition aiguë et celle de l'excès pondéral chez les enfants de moins de cinq ans y approchaient les 10 %, limite de classement dans les niveaux « élevés »⁶.

21. La prévalence du surpoids et de l'obésité a augmenté rapidement depuis 2000 chez les enfants plus âgés, les adolescents et les adultes. Au niveau mondial, en 2016, 20,6 % des enfants âgés de 5 à 9 ans et 17,3 % des adolescents âgés de 10 à 19 ans étaient en surpoids, soit 131 millions d'enfants âgés de 5 à 9 ans et 207 millions d'adolescents. La même année, près de deux adultes sur cinq âgés de 18 ans ou plus

⁶ Mercedes de Onis et al., "Prevalence thresholds for wasting, overweight and stunting in children under 5 years", *Public Health Nutrition*, 2018 vol. 22, n° 1 (janvier 2019).

(38,9 %) étaient en surpoids, soit 2 milliards d'adultes dans le monde. Plus de la moitié des adultes et plus d'un quart des enfants d'âge scolaire en Amérique du Nord, en Océanie, en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Europe étaient en surpoids en 2016 (voir fig. III). L'obésité des adultes continue d'augmenter à l'échelle mondiale, passant de 11,7 % en 2012 à 13,2 % en 2016, et elle est plus fréquente chez les femmes que chez les hommes (15,1 % contre 11,1 % en 2016). Aucun pays n'est actuellement en voie d'atteindre la cible de l'OMS, adopté en 2013, qui consiste à stopper la progression de l'obésité chez les adultes.

Figure III
Pourcentage de personnes en surpoids dans trois groupes d'âge, dans le monde et par région, de 2000 à 2018



Source : FAO et autres, L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 – Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques (Rome, FAO, 2019), figure 18.

Notes : Les régions sont indiquées par ordre de niveau de surpoids chez les adultes à la date la plus récente. Les estimations pour les enfants de moins de 5 ans sont basées sur les données de 2000 et 2018 ; pour les autres groupes d'âge, sur les données de 2000 et 2016.

^a Les estimations pour les enfants de moins de 5 ans en Océanie ne comprennent pas l'Australie ni la Nouvelle-Zélande.

^b Les estimations pour les enfants de moins de 5 ans en Europe ne sont pas présentées en raison d'une couverture démographique insuffisante.

III. Nutrition, sécurité alimentaire et santé de la population

A. Régime alimentaire, habitudes nutritionnelles et charge de morbidité

22. Différentes formes de malnutrition se combinent souvent : dans 88 % des pays disposant de données sur le retard de croissance chez les enfants, l'anémie chez les femmes en âge de procréer et le surpoids chez toutes les femmes adultes, les chiffres récents sont élevés pour au moins deux de ces formes de malnutrition⁷. Les régimes alimentaires malsains sont un facteur clé de la malnutrition. Les systèmes alimentaires actuels ne produisent pas les régimes alimentaires nécessaires à une santé optimale, qu'il s'agisse de contextes pauvres en ressources et fragiles où l'accès à une nourriture suffisante peut être le principal défi ou de pays à revenu élevé⁸ où les facteurs sociaux, culturels et économiques conduisent souvent à des choix alimentaires malsains. Bien que les régimes alimentaires soient de plus en plus diversifiés à l'échelle mondiale⁹, ils ne répondent souvent pas aux critères d'une alimentation saine.

23. L'augmentation des revenus et l'urbanisation sont deux facteurs importants à l'origine des récents changements de régime alimentaire. Bien que la hausse des revenus dans les pays à faible et moyen revenu ait entraîné une augmentation de la demande d'aliments riches en nutriments tels que les fruits, les légumes, les céréales complètes, la viande, les fruits de mer, les produits laitiers et les œufs, elle a également entraîné, et plus rapidement, une augmentation de la consommation d'aliments et de boissons transformés, qui ont tendance à être riches en calories mais pauvres en nutriments. D'après une analyse récente de plus de 23 000 produits alimentaires conditionnés commercialisés à grande échelle, 69 % d'entre eux étaient de qualité nutritionnelle relativement médiocre et la proportion de produits pauvres en nutriments était plus élevée dans les pays à faible et moyen revenu que dans les pays à revenu élevé¹⁰. Alors que la consommation par habitant d'aliments conditionnés était plus importante dans les seconds, les premiers rattrapaient rapidement leur retard.

24. Dans les pays connaissant un développement économique rapide, le passage à des régimes alimentaires riches en calories mais pauvres en nutriments a d'abord touché les zones urbaines, qui offrent un plus grand choix de produits alimentaires, y compris de plats cuisinés. Étant donné que les modes de vie urbains exigent également moins d'apport énergétique – l'activité physique y étant réduite de l'ordre de 10 à 15 % par rapport au milieu rural –, l'obésité et le diabète dans les pays à faible et moyen revenu ont initialement progressé plus rapidement dans les villes que dans les zones rurales. Plus récemment, cependant, les données disponibles suggèrent que les changements dans les zones rurales sont devenus le principal moteur de l'augmentation mondiale de l'obésité chez les adultes¹¹.

⁷ Development Initiatives, 2018 *Global Nutrition Report*.

⁸ Les catégories de revenu se réfèrent à la classification des pays par la Banque mondiale (<https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>).

⁹ W. Masters. "Assessment of current diets: recent trends by income and region", Working Paper n° 4 (2016) ; et John Kearney, "Food consumption trends and drivers", *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, vol. 365 (2010), p. 2793 à 2807.

¹⁰ Development Initiatives, 2018 *Global Nutrition Report*.

¹¹ Bixby, H., Bentham, J., Zhou, B., et al., "Rising rural body-mass index is the main driver of the global obesity epidemic in adults", *Nature*, vol. 569, n° 7755 (mai 2019)

25. Les régimes alimentaires malsains causent maintenant plus de décès et d'invalidité chez les adultes dans le monde que le tabagisme. En 2017, 11 millions de décès chez les adultes étaient attribuables à des facteurs de risque liés à l'alimentation. Les maladies cardiovasculaires étaient la principale cause de décès liés à l'alimentation, suivies par les cancers et le diabète de type 2. Une forte consommation de sodium et une faible consommation de céréales complètes et de fruits ont été les principaux facteurs de décès et d'invalidité liés à l'alimentation dans le monde¹².

26. L'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants est également de mauvaise qualité. Malgré l'augmentation récente de la pratique de l'allaitement maternel exclusif, l'alimentation de la majorité des jeunes enfants laisse encore à désirer et les ventes de préparations pour nourrissons sont en hausse rapide. Dans le monde, seuls 16 % des enfants âgés de 6 à 23 mois ont un régime alimentaire à peine acceptable et la moitié seulement prennent le nombre minimum de repas recommandé. Bien qu'il y ait des différences entre les pays et les groupes de revenus et entre les milieux ruraux et urbains, dans le monde entier, les nourrissons et les jeunes enfants souffrent d'une mauvaise alimentation¹³.

B. Faim et dénutrition

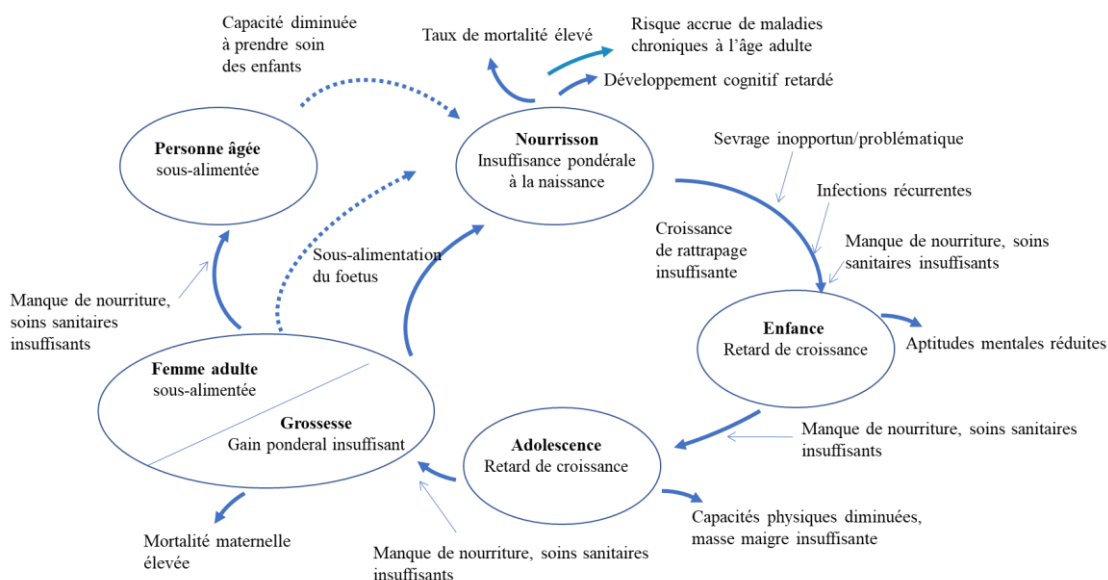
27. La dénutrition commence souvent dans l'utérus et se prolonge pendant l'enfance et la vie adulte. Elle est également intergénérationnelle, puisque les filles mal nourries risquent davantage de souffrir de malnutrition à l'âge adulte. La dénutrition maternelle peut entraîner un retard de croissance du fœtus et des naissances prématurées et elle augmente le risque de mortalité maternelle et infantile (voir fig. IV). Bien qu'une bonne nutrition à la fin de l'enfance et à l'adolescence puisse compenser partiellement les déficits antérieurs, des recherches récentes confirment qu'une bonne nutrition pendant la grossesse et les deux premières années de la vie est cruciale pour le développement optimal de l'enfant¹⁴.

¹² Global Burden of Disease 2017 Diet Collaborators, "Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990-2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017", *The Lancet*, vol. 393, n° 10184 (mai 2019).

¹³ Development Initiatives, *2018 Global Nutrition Report*.

¹⁴ Robert E Black et al., "Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries", *The Lancet*, vol. 382, n° 9890 (août 2013).

Figure IV
Liens et effets de la sous-alimentation à tous les stades de l'existence



Source : Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination, *Fourth Report: the World Nutrition Situation – Nutrition Throughout the Life Cycle* (Geneva, 2000).

28. Les causes immédiates de la dénutrition des enfants sont l'insuffisance de l'apport alimentaire et les maladies, elles-mêmes découlant de problèmes intermédiaires et plus fondamentaux, comme l'insécurité alimentaire, le manque de soins adéquats – y compris médicaux – pour les femmes et les enfants, les conditions d'insalubrité, le manque d'éducation, la pauvreté et l'inégalité de genres. Certes, les maladies infectieuses contribuent à la sous-alimentation, mais les enfants sous-alimentés courent également un risque élevé de succomber à ces maladies. La dénutrition, y compris les effets conjugués du retard de croissance du fœtus dû à la dénutrition maternelle, de l'allaitement maternel sous-optimal, du retard de croissance, de l'émaciation et des carences en vitamine A et en zinc, est responsable d'environ 45 % des décès chez les enfants de moins de cinq ans¹⁵.

29. Le retard de croissance chez les enfants entraîne un raccourcissement de la taille à l'âge adulte, et les enfants souffrant d'un retard de croissance courent un risque plus élevé de devenir obèses ou en surpoids à l'âge adulte. Par ailleurs, il diminue la productivité économique et la capacité de gain, augmente les risques liés à la maternité et aux maladies métaboliques et cardiovasculaires plus tard dans la vie et réduit le QI et la capacité cognitive générale.

30. La dénutrition chronique peut retarder la maturation physique et prolonger la période de croissance des adolescents, qui, pour les filles, peut correspondre à la première grossesse. Environ 12 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans donnent naissance chaque année dans les pays à revenu faible ou intermédiaire¹⁶, et beaucoup se marient et tombent enceintes avant d'avoir atteint leur maturité physique. Par conséquent, l'apport en nutriments est généralement insuffisant pour la mère et le fœtus, ce qui entraîne une diminution de la taille adulte des jeunes mères. Donne un plus accès à l'éducation, prévenir les mariages d'enfants, réduire les grossesses

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Nations Unies, *World Population Prospects: The 2019 Revision Population database*, disponible à l'adresse suivante : <https://population.un.org/wpp/>.

d'adolescentes et répondre aux besoins en matière de planification familiale peut contribuer à réduire ces risques qui pèsent sur la santé des femmes et des enfants.

31. Il manque des données sur la prévalence des carences en micronutriments et les conséquences de ces carences sur la santé et la maladie. Les micronutriments les plus préoccupants, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire, sont le fer, le zinc, la vitamine A, l'acide folique et l'iode, car il est plus difficile de satisfaire à ces carences en l'absence de régimes alimentaires diversifiés. L'anémie peut être causée par la carence d'un ou plusieurs micronutriments, et plusieurs maladies peuvent contribuer à l'anémie et en exacerber les effets¹⁷. L'anémie augmente les risques de mortalité maternelle et de restriction de la croissance fœtale. L'anémie ferriprive est particulièrement fréquente chez les jeunes femmes au milieu et à la fin de l'adolescence¹⁸.

32. Chez les personnes âgées, les conséquences d'une mauvaise nutrition au début de la vie peuvent se manifester par des maladies non transmissibles plus tard. De plus, les problèmes de santé liés à l'âge, tels que la perte du goût et de l'odorat, les problèmes dentaires ou la perte d'appétit, peuvent nuire à l'apport nutritionnel, et les personnes âgées à mobilité réduite disposant d'un réseau social limité peuvent avoir du mal à obtenir des quantités suffisantes d'aliments nutritifs¹⁹.

C. Surpoids et obésité

33. Les changements dans le secteur et les systèmes alimentaires ont été les principaux facteurs de la hausse du surpoids et de l'obésité au cours des dernières décennies, sans oublier les modes de vie sédentaires. Le surpoids et l'obésité infantiles nuisent à la santé pendant l'enfance et plus tard dans la vie, et les enfants en surpoids sont plus susceptibles de l'être à l'âge adulte. Le surpoids et l'obésité infantiles ont des conséquences négatives sur les plans social et psychologique, sur la fréquentation et les résultats scolaires ainsi que sur les perspectives d'emploi et les revenus à l'âge adulte.

34. L'obésité contribue aux maladies chroniques, qui augmentent les risques de décès et d'invalidité ainsi que le coût des soins de santé et entraînent le chômage ainsi que la perte de revenus des ménages. Du fait de ces problèmes, qui sapent les efforts de développement national et mettent à rude épreuve les systèmes de soins de santé, il est plus difficile pour les ménages d'échapper à la pauvreté. En 2017, environ 8 % de tous les décès dans le monde étaient attribuables au surpoids et à l'obésité²⁰. L'excès de poids augmente considérablement les risques de décès et d'invalidité dus aux maladies cardiovasculaires, au diabète et à certains cancers et constitue également, plus tard dans la vie, un facteur de risque important de troubles musculo-squelettiques invalidants, en particulier l'arthrose²¹. Les femmes obèses enceintes font face à des risques élevés pour leur propre santé, notamment à cause du diabète gestationnel, et leurs enfants sont plus à risque de devenir obèses.

¹⁷ Development Initiatives, *2018 Global Nutrition Report*.

¹⁸ Nadia Akseer et al., "Global and regional trends in the nutritional status of young people: a critical and neglected age group", *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 1393, n° 1 (avril 2017).

¹⁹ Julie Shlisky et al. "Nutritional considerations for healthy aging and reduction in age-related chronic disease", *Advances in Nutrition*, vol. 8, n° 1 (janvier 2017).

²⁰ Global Burden of Disease 2017 Risk Factor Collaborators, "Global, regional, and national comparative risk assessment of 84 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks for 195 countries and territories, 1990-2017: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017", *The Lancet*, vol. 392, n° 10159 (novembre 2018).

²¹ OMS, « Obésité et surpoids », 16 février 2018.

35. Bien que l'examen des politiques et programmes de lutte contre la malnutrition dépasse le cadre du présent rapport²², on s'accorde généralement à dire que « la lutte contre toutes les formes de malnutrition n'est pas l'apanage d'un seul secteur : les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de la protection sociale, de la planification et de la politique économique ont tous un rôle à jouer, de même que les législateurs et autres responsables politiques. Une série de mesures est nécessaire, visant les niveaux individuel, familial, communautaire, national et même mondial »²³.

IV. Sécurité alimentaire et évolution démographique

A. Croissance de la population, consommation alimentaire et viabilité

36. Au cours des dernières décennies, la production agricole a fait plus que suivre la croissance démographique et les prix des denrées alimentaires corrigés de l'inflation ont diminué. Toutefois, ces tendances positives se sont accompagnées de coûts élevés pour l'environnement, remettant en cause la viabilité des systèmes alimentaires et agricoles. Pour que ces systèmes deviennent viables, il faudra relever les principaux défis suivants : a) fournir de manière fiable et en quantité suffisante des aliments et autres produits agricoles nutritifs et de qualité pour répondre à la demande en constante évolution ; b) éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition ; c) préserver l'état des écosystèmes naturels et améliorer leur productivité ; et d) atténuer les changements climatiques et s'adapter à leurs effets²⁴.

37. La constante croissance démographique poussera considérablement à la hausse la demande de denrées alimentaires d'ici à 2050, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. La demande alimentaire sera également influencée par le vieillissement progressif et l'urbanisation. Entre 2015 et 2050, le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire devrait passer de 1 milliard à environ 1,2 milliard, tandis que la plupart des pays à revenu élevé verront leur population vieillir rapidement. L'Afrique et l'Asie s'urbanisent plus rapidement que les autres régions du monde et comptent les taux les plus élevés de migration nette des zones rurales vers les zones urbaines. Les différents besoins alimentaires des jeunes et des personnes âgées ainsi que la différence des modes de consommation, des emplois et des conditions de vie des populations urbaines et rurales affecteront la demande de divers types d'aliments et les besoins énergétiques alimentaires minimums. La dynamique des populations sera donc un facteur déterminant de la demande alimentaire future²⁵.

38. L'augmentation du revenu par habitant contribue également à la hausse de la demande alimentaire, car les régimes alimentaires évoluent pour inclure à la fois plus de calories et des aliments plus variés et plus chers. Le revenu mondial par habitant est actuellement supérieur à 11 000 dollars par an, soit deux fois plus qu'en 1970. Cependant, les différences sont marquées entre les pays. Dans les pays à revenu élevé, le revenu moyen par habitant est supérieur à 40 000 dollars, contre environ 4 000 dollars dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, à l'exception de la Chine (7 200 dollars). Bien que les perspectives de croissance économique soient très incertaines, si le revenu par habitant dans ces pays devait augmenter rapidement dans les années à venir, la demande alimentaire pourrait augmenter considérablement. La

²² On trouvera de plus amples informations sur la question dans le rapport du Secrétaire général sur le suivi des programmes de population, axé en particulier sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable (E/CN.9/2020/3).

²³ FAO et al., *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*.

²⁴ FAO, *The future of food and agriculture: trends and challenges* (Rome, 2017).

²⁵ Ibid.

croissance des revenus dans de nombreux pays à faible et à moyen revenu a donné naissance à une classe moyenne qui a un goût de plus en plus prononcé pour la viande, le poisson, les produits laitiers et d'autres produits à forte intensité de ressources, ainsi que pour les aliments ayant une teneur élevée en sucre, en sel et en gras. Ces changements sont peut-être le signe d'une convergence mondiale vers les habitudes de consommation de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, qui ont des conséquences négatives sur le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles associées²⁶.

39. Bien que les systèmes alimentaires produisent suffisamment de nourriture pour nourrir la planète entière, beaucoup de gens n'ont pas les moyens financiers d'acheter de la nourriture en quantité et en variété suffisantes. La répartition très inégale des revenus à l'intérieur des pays et les différences substantielles entre les niveaux de revenu par habitant des pays à revenu faible, moyen et élevé contribuent à perpétuer la pauvreté et le dénuement et à entraver la réalisation des objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le ratio du revenu par habitant dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (à l'exception de la Chine) par rapport aux pays à revenu élevé était d'environ 9 % entre 1970 et 2014, la convergence étant presque nulle entre les deux groupes. Sans convergence, ces grands écarts de revenu par habitant entre les pays pourraient persister pendant des décennies, avec des conséquences potentiellement négatives pour l'investissement des entreprises, la propriété des actifs, l'emploi et, en définitive, la santé et le bien-être de la population²⁷.

40. La production agricole a plus que triplé entre 1960 et 2015, dépassant la croissance démographique, en raison à la fois de l'augmentation des rendements des cultures et de l'expansion des terres agricoles. Cependant, les systèmes alimentaires sont de plus en plus vulnérables en raison de la pression qu'ils exercent sur les écosystèmes naturels et les services que ceux-ci fournissent. Plus de 80 % de la production agricole est destinée à la consommation alimentaire, directement ou indirectement quand il s'agit de cultures pour l'alimentation animale. La production alimentaire occupe actuellement 50 % des terres habitables de la planète, représente 70 % de la consommation d'eau douce et produit environ un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les concentrations élevées de pesticides et d'antibiotiques et leur mauvaise gestion, en particulier dans le secteur de l'élevage, ont entraîné l'évolution et la propagation de bactéries résistantes aux antibiotiques, menaçant ainsi la santé humaine et la viabilité des systèmes de production. La production alimentaire est également un facteur important de perte de biodiversité et de pollution de l'air et de l'eau et est souvent associée à la mauvaise gestion de produits chimiques, à la déforestation et à la dégradation des sols. La perte d'habitat et les pesticides nuisent aux pollinisateurs et ont des conséquences négatives pour les cultures importantes, tandis que la rareté de l'eau limite l'expansion de l'irrigation dans certaines régions. Les déchets plastiques, dont une grande quantité provient de la production et de l'emballage des aliments, constituent 75 % des débris marins. Ces déchets abritent des communautés microbiennes uniques, sont un vecteur potentiel de maladies et d'espèces exotiques envahissantes traversant les océans et les lacs et sont nocifs pour les poissons, qui les ingèrent²⁸.

41. Les changements climatiques affectent déjà la sécurité alimentaire car ils modifient les régimes de précipitations et augmentent la fréquence des événements

²⁶ Ibid.

²⁷ FAO, *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Parcours alternatifs d'ici à 2050* (Rome, 2018).

²⁸ Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Global Environmental Outlook: GEO 6 – Healthy Planet, Healthy People* (Cambridge, Presse universitaire de Cambridge, 2019).

extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses. Les effets sont particulièrement graves dans les pays à faible et moyen revenu, où de nombreuses personnes dépendent de l'agriculture pour leur subsistance et où il y a peu de sécurité alimentaire et de capacités d'adaptation. Par exemple, les changements climatiques ont entraîné un ralentissement du taux de croissance des animaux et une baisse de la productivité des systèmes pastoraux en Afrique. De surcroît, des niveaux plus élevés de CO₂ atmosphérique réduisent la teneur en protéines et en micronutriments des céréales et des légumineuses²⁹. Au cours des dernières décennies, dans de nombreuses régions de basses latitudes, certains rendements de cultures (comme le maïs ou le blé) ont baissé, tandis que dans de nombreuses régions de hautes latitudes, ils ont augmenté (par exemple le maïs, le blé et la betterave à sucre). Ces différences déplacent les actifs et les possibilités d'une région géographique à une autre, avec des répercussions sur la stabilité future des systèmes alimentaires.

42. La demande de cultures destinées à produire des biocarburants et d'autres produits non alimentaires est en hausse. Cette tendance intensifie la concurrence entre les utilisations alimentaires et non alimentaires des cultures, augmente les risques de désertification et de dégradation des sols et menace la sécurité alimentaire. L'expérience a montré qu'il y a des limites et des inconvénients à l'application de mesures fondées sur l'utilisation des ressources terrestres pour atténuer les changements climatiques, telles que les cultures bioénergétiques ou le boisement³⁰.

43. Les analyses des futurs systèmes alimentaires et agricoles s'appuient sur des scénarios conçus pour appuyer le cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. La FAO a conçu trois autres scénarios pour l'alimentation et l'agriculture jusqu'en 2050 : a) « tendances actuelles », caractérisé par la poursuite des tendances récentes et la non-prise en compte des défis à relever concernant l'alimentation et l'agriculture, notamment les changements climatiques ; b) « Vers la durabilité », caractérisé par des politiques proactives visant à promouvoir des systèmes alimentaires et agricoles viables, accompagnées de mesures visant à atténuer le changement climatique ; et c) « sociétés stratifiées », caractérisées par des inégalités exacerbées entre les pays et à l'intérieur des pays, une innovation limitée et une intensification du changement climatique³¹.

44. Dans ses conclusions, la FAO signale qu'il faudra que la production agricole mondiale augmente pour répondre à la demande supplémentaire découlant de la croissance de la population et des revenus. L'ampleur de cette augmentation dépend toutefois des choix alimentaires³². La hausse de la production agricole – et de la consommation de ressources naturelles et des émissions de gaz à effet de serre qui y sont associées – peut être considérablement limitée, notamment en réduisant la consommation de viande et d'autres produits d'origine animale, en particulier dans les pays à revenu élevé et en Chine, et en réduisant les pertes et les déchets alimentaires au cours du stockage, de la transformation, de la distribution et de la consommation après la récolte.

²⁹ Ibid.

³⁰ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Special Report on Climate Change and Land: Summary for Policymakers* (Genève, 2019).

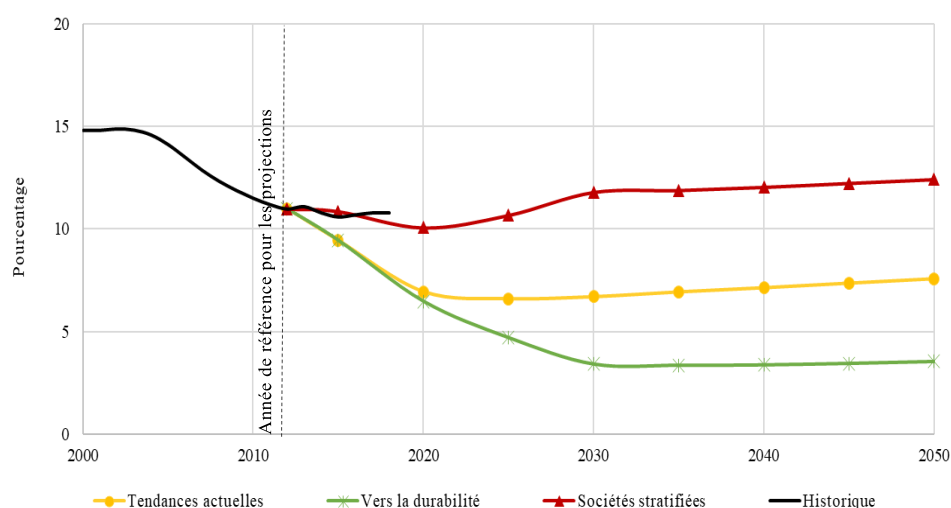
³¹ Tous les scénarios sont basés sur l'hypothèse que la population suivra la variante moyenne des projections de l'ONU. Ils tiennent compte de l'évolution des besoins caloriques qu'impliquent les changements prévus dans la structure d'âge de la population.

³² FAO, *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Parcours alternatifs d'ici à 2050* ; Cheikh Mbow et al., "Food security" in *Special Report on Climate Change and Land*, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat; et Cynthia Rosenzweig et al., "The agricultural model intercomparison and improvement project (AgMIP): protocols and pilot studies", *Agricultural and Forest Meteorology*, vol. 170 (mars 2013), p. 166 à 182

45. Des régimes alimentaires plus équilibrés auraient également des effets bénéfiques sur la santé, comme nous l'avons vu plus haut. De nombreuses analyses de scénarios effectuées au niveau mondial et dans les différents groupes de pays montrent systématiquement que le scénario « tendances actuelles » conduirait à une sous-alimentation et une malnutrition importantes d'ici à 2050. Les niveaux de sous-alimentation et de malnutrition pourraient même augmenter si l'inégalité des revenus, les possibilités d'emploi et de revenus ou l'accès aux services de base se détérioraient davantage³³. Depuis 2012, année de référence des projections de la FAO, la prévalence mondiale de la dénutrition a suivi une trajectoire proche de celle du scénario le plus pessimiste (sociétés stratifiées) (voir fig. V).

Figure V

Prévalence mondiale de la sous-alimentation, de 2000 à 2050



Sources : Données historiques de 2000 à 2012 tirées du rapport « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire » (Rome 2017), FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS ; données historiques de 2013 à 2018 tirées du rapport « L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques » (Rome, 2019), FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS ; et projections de scénarios tirées du rapport « L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture – Parcours alternatifs d'ici à 2050 » (Rome, 2018), FAO.

46. Il est probable que le passage à des systèmes alimentaires et agricoles durables fera augmenter les prix des denrées alimentaires si tous les coûts de production et de consommation sont pris en compte, y compris la dégradation des ressources et les émissions de gaz à effet de serre. Si la hausse de prix, en tenant compte de ces facteurs externes, pourrait conduire à une utilisation plus prudente des ressources naturelles, notamment à une réduction du gaspillage alimentaire et à une limitation de la demande alimentaire, elle pourrait également limiter l'accès des pauvres à la nourriture. Et pourtant, il est possible de parvenir à la viabilité environnementale, à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, comme le montrent les analyses de scénarios, si les revenus et les aliments sont répartis, une répartition plus

³³ FAO, *Parcours alternatifs d'ici à 2050*.

équitablement dans les pays et entre eux³⁴. En effet, la sous-alimentation et la suralimentation pourraient en être réduites³⁵.

47. Dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, il a été indiqué que les efforts déployés pour freiner l'accroissement de la population, réduire la pauvreté, faire progresser l'économie, améliorer la protection de l'environnement et restreindre les modes de consommation et de production non viables se renforçaient mutuellement. Le ralentissement de la croissance démographique pourrait améliorer la capacité des pays à s'attaquer à la pauvreté, protéger et réparer l'environnement et jeter les bases d'un développement durable futur (par. 3.14). À l'avenir, la poussée annuelle de la population mondiale devrait diminuer, réduisant progressivement le rôle de la population en tant que moteur de l'augmentation de la production alimentaire. Néanmoins, la croissance démographique future aura une incidence majeure sur la demande totale de produits alimentaires en 2050 et au-delà ; répondre à cette demande serait plus facile si la croissance démographique ralentissait plus rapidement que ce qui est actuellement prévu.

48. L'Afrique subsaharienne, où le taux élevé de la croissance démographique et de forts niveaux de sous-alimentation signifient actuellement que l'offre de produits alimentaires devra augmenter beaucoup plus rapidement que dans d'autres régions, aura plus de mal à assurer un accès suffisant à la nourriture. Alors que le scénario « tendances actuelles » de la FAO prévoit une augmentation de 50 % de la production agricole mondiale entre 2012 et 2050, en Afrique subsaharienne, elle devrait être d'environ 150 %.

49. Ralentir la croissance démographique en Afrique subsaharienne permettrait d'alléger quelque peu la nécessité d'accroître la production alimentaire au cours des prochaines décennies. Il faudrait pour cela accélérer la baisse de la fécondité dans la région, au moyen de mesures éventuelles visant à accroître l'accès des femmes à l'éducation, à l'emploi formel et à la planification familiale. On estime qu'en 2019, 17 % des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) en Afrique subsaharienne n'avaient pas accès à la contraception, malgré leur volonté d'arrêter ou de retarder leurs grossesses, contre 10 % au niveau mondial³⁶. Les approches fondées sur les droits qui visent à assurer l'accès universel aux soins de santé sexuelle et procréative, à protéger les droits en matière de procréation et à éliminer les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés pourraient entraîner une baisse plus rapide de la fécondité en donnant aux femmes un plus grand contrôle sur le nombre et l'espacement des naissances.

B. Développement rural, mouvements de population et modes de peuplement

50. Selon l'idée reçue, le développement, tiré par la croissance économique, progresse par étapes. De sociétés traditionnelles, caractérisées par une valeur de production élevée et un nombre élevé d'emplois dans l'agriculture, les pays passent à une économie marquée par la prédominance des secteurs manufacturier et des

³⁴ Ibid.

³⁵ Tomoko Hasegawa et al., "Risk of increased food insecurity under stringent global climate change mitigation policy", *Nature Climate Change*, vol. 8, n° 8 (août 2018) ; et Tomoko Hasegawa et al., "Tackling food consumption inequality to fight hunger without pressuring the environment", *Nature Sustainability*, vol. 2, n° 12 (décembre 2019).

³⁶ Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, Estimates and Projections of Family Planning Indicators 2019 database, disponible à l'adresse suivante : www.un.org/en/development/desa/population/theme/family-planning/cp_model.asp.

services, la réduction des emplois agricoles, une main-d'œuvre spécialisée et une plus grande dépendance envers la technologie. Les étapes intermédiaires comprennent une transformation structurelle de tous les secteurs économiques, y compris de l'agriculture. Les exploitations agricoles passent de la polyculture à la monoculture, deviennent plus grandes, plus spécialisées et intégrées aux marchés, adoptent des technologies agricoles « modernes » et bénéficient d'économies d'échelle. Les paysans qui restent dans le secteur agricole gagnent des revenus plus élevés, tandis que d'autres quittent les zones rurales et prennent des emplois mieux rémunérés dans d'autres secteurs.

51. Cette idée conventionnelle découle d'une analyse rétrospective des pays à revenu élevé, où la taille moyenne des exploitations agricoles augmente. Toutefois, dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, la taille moyenne des exploitations agricoles a diminué, ce qui remet en question la pertinence de cette idée pour comprendre les transformations économiques en cours dans ces pays³⁷. En outre, au cours des dernières décennies, on s'est d'autant plus éloigné du schéma conventionnel que l'écart salarial entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie (la « prime urbaine ») s'est considérablement réduit dans les pays à revenu élevé, même s'il n'a que légèrement diminué (Afrique subsaharienne) ou s'est accru de façon spectaculaire (Asie) dans les pays à faible revenu. Parallèlement, le nombre de travailleurs dans l'agriculture a considérablement augmenté tant en Afrique subsaharienne qu'en Asie³⁸, tandis que la part de l'emploi dans l'agriculture des pays à faible revenu n'a que légèrement diminué, passant de 71 % en 1991 à 63 % en 2018³⁹. Dans le même temps, l'agriculture « moderne » à forte intensité d'intrants et de ressources, pratiquée en monoculture, a un impact environnemental qui n'est pas viable.

52. En principe, le secteur manufacturier absorbe l'excédent de main-d'œuvre libéré par le développement agricole, tandis que la productivité globale de la main-d'œuvre augmente. C'est ce qui s'est produit dernièrement en Chine, en République de Corée et ailleurs. Dans de nombreux pays à faible et moyen revenu, cependant, le secteur manufacturier ne joue pas ce rôle. Les secteurs manufacturier, agroalimentaire et des services connaissent eux-mêmes une intensification capitaliste du fait de l'adoption de technologies de l'information (robotique, numérisation et intelligence artificielle) qui réduisent le besoin de travailleurs. Parallèlement, les besoins des pays à faible et moyen revenu en matière de technologie numérique dépendent de plus en plus des marchés oligopolistiques de plateformes de mégadonnées, où un petit nombre d'entreprises gèrent des quantités extraordinaires d'informations sur les processus de production et de consommation⁴⁰. Les implications de cette dynamique technologique pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté et de l'inégalité des revenus n'ont pas été pleinement étudiées. Les données disponibles à ce jour montrent qu'en Afrique, par exemple, la plupart des emplois créés le sont dans des secteurs à faible productivité, tels que les services informels traditionnels, qui ne bénéficient pas de conditions de travail décentes. La transformation rurale et l'urbanisation se

³⁷ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive* (Rome, 2017), p. 62.

³⁸ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *Investir dans les petites exploitations agricoles pour la sécurité alimentaire*. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (Rome, 2013) ; Bruno Dorin, Jean-Charles Hourcade et Michel Benoit-Cattin, "A world without farmers? The Lewis path revisited". CIRED Working Papers, n° 47-2013 (Paris, Centre international de recherche sur l'environnement et le développement, 2013).

³⁹ Organisation internationale du Travail, *Emploi et questions sociales dans le monde*, Data Finder, disponible à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/wesodata>, consulté le 23 octobre 2019.

⁴⁰ CEB/2019/1/Add.2.

passent pour l'instant sans qu'il y ait pratiquement aucune augmentation de la productivité⁴¹.

53. Les zones semi-rurales et périurbaines jouent un rôle important dans la production alimentaire. En Amérique latine, où environ 80 % de la population vit dans des zones urbaines, entre 30 % et 70 % des ménages urbains prennent part à des activités agricoles pour l'autoconsommation ou le petit commerce, qui génèrent environ 15 % de leur revenu. La situation est similaire en Europe de l'Est. En Afrique et dans certains pays d'Asie, où les limites et les définitions des villes sont moins claires, entre 10 % et 35 % des ménages urbains sont engagés dans l'agriculture, qui génère 10 % à 70 % de leur revenu⁴². Néanmoins, les denrées alimentaires devraient continuer d'être produits essentiellement dans les zones rurales, qui doivent être reliées par des infrastructures physiques et numériques aux villes et aux petites villes, où les activités de stockage et de transformation peuvent générer des emplois supplémentaires⁴³. Les petits exploitants en Afrique subsaharienne, où les pertes après récolte sont courantes et où la surveillance de la sécurité sanitaire des aliments reste un problème, gagneraient à disposer de meilleures installations de stockage⁴⁴.

54. Parvenir à la sécurité alimentaire et rendre les systèmes agricoles viables dépendra largement des jeunes ruraux d'aujourd'hui et de l'efficacité des politiques et des programmes visant à soutenir leur participation au développement rural. Les jeunes ruraux ont un accès limité aux ressources productives (terre, capital, crédit, technologie, marchés, information, éducation et formation), et les femmes ont encore plus que les hommes. Les jeunes sont environ trois fois plus susceptibles que les adultes d'être au chômage. Combinées à d'autres facteurs, ces contraintes poussent les jeunes ruraux vers les zones urbaines ou l'étranger, d'où la perte d'une partie essentielle de la main-d'œuvre rurale. L'absence de ressources et de perspectives pour les jeunes, tant dans les zones rurales qu'urbaines, peut avoir des effets perturbateurs à long terme, des migrations internationales mal gérées, par exemple, ou des troubles sociaux.

55. Les mesures visant à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural devraient également permettre aux agricultrices d'avoir un meilleur accès aux ressources de production de sorte à augmenter la production agricole. Les femmes représentent plus de 40 % de la main-d'œuvre agricole dans le monde et la moitié ou plus dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Cependant, souvent, elles ont moins accès que les hommes aux engrais, aux semences améliorées, à l'assistance technique et aux informations sur les marchés, et ont des droits de propriété limités.

56. L'évolution des secteurs agricoles et des sociétés rurales ainsi que les contraintes environnementales croissantes font que les populations se déplacent entre les zones rurales, des zones rurales aux zones urbaines ou entre les pays à la recherche de meilleures opportunités. Une grande partie de la migration est temporaire et souvent saisonnière. Dans les pays à faible revenu, les migrations de zone rurale à zone rurale dominent les flux de migration d'origine rurale, ce qui coïncide souvent avec un abandon de l'agriculture comme principale source de revenus. L'augmentation de la densité de population et la croissance des villes et des petites villes dans les régions

⁴¹ Aidar Abdychev et al. "The future of work in Sub-Saharan Africa", African Department Paper Series n° 18/18 (Washington, Fonds monétaire international, 2018).

⁴² Alberto Zezza et Luca Tasciotti, "Urban agriculture, poverty, and food security: empirical evidence from a sample of developing countries", *Food Policy*, vol. 35, n° 4 (août, 2010), p. 265 à 273.

⁴³ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive*.

⁴⁴ Megan Sheahan et Christopher B. Barrett, "Review: food loss and waste in sub-Saharan Africa", *Food Policy*, vol. 70 (juillet 2017).

à prédominance rurale contribuent à renforcer les liens entre collectivités urbaines et rurales⁴⁵.

57. La décision de migrer est complexe et tient compte de multiples facteurs. Elle est en partie une réaction à des facteurs « répulsifs », comme les possibilités limitées de gagner un revenu décent, le mauvais fonctionnement des marchés du travail et du crédit et le manque de services et d'infrastructures de base. Peuvent s'y ajouter également des facteurs environnementaux ; par exemple, la détérioration de la qualité du sol ou des réserves d'eau ou des événements météorologiques extrêmes⁴⁶. Les conflits, les risques, les chocs, l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire exacerbent souvent ces problèmes. La migration est également une réaction à des facteurs d'attraction dans le pays de destination : meilleures possibilités d'emploi et de revenu, liens familiaux ou choix de mode de vie. Elle joue un rôle important dans les stratégies que les ménages adoptent pour accroître ou diversifier leurs sources de revenus.

58. Les données disponibles, bien que limitées, suggèrent que les migrants internationaux des pays à faible et moyen revenu proviennent, en grande partie, des zones rurales. C'est également dans les zones rurales des pays à haut revenu que les migrants internationaux se rendent, l'appui qu'ils apportent à l'agriculture et aux économies rurales de ces pays jouant un rôle central. Les problèmes économiques et sociaux surgissent lorsque les populations des pays d'accueil ont l'impression que les migrants internationaux les concurrencent sur le marché de l'emploi ou qu'ils menacent leur niveau de salaire. D'après les données, cette perception peut être parfois vraie pour les emplois peu qualifiés, mais en général, les migrants ne semblent pas avoir un grand effet sur les salaires ou les perspectives d'emploi des travailleurs autochtones⁴⁷. Compte tenu du vieillissement des populations, accéléré par des taux de natalité très faibles dans de nombreux pays à revenu élevé, la migration présente des avantages pour les pays de destination, car elle atténue notamment les pénuries de main-d'œuvre.

59. Dans le même temps, les diasporas aident financièrement leur régions d'origine au moyen des envois de fonds, qui aident les ménages laissés derrière à gérer les risques, à faire face aux chocs et à financer les investissements. Elles constituent également des réseaux d'aide à la migration. En 2018, les flux de transferts de fonds vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ont été estimés à 526 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,6 % par rapport à 2017, et les flux en 2019 devraient atteindre 551 milliards de dollars, dépassant les investissements étrangers directs et les flux d'aide publique au développement consacrés à ces pays. Les flux de transferts de fonds ont augmenté dans toutes les régions, mais surtout en Asie du Sud, en Europe et en Asie centrale. L'Afrique subsaharienne, cependant, semble être celle qui en bénéficie le moins⁴⁸.

V. Conclusions et recommandations

60. Une des conclusions clés de ce rapport est que le monde n'est pas près d'éliminer la faim d'ici à 2030. Après des dizaines d'années de progrès, le nombre

⁴⁵ Fonds international de développement agricole, *Donner leur chance aux jeunes ruraux – Rapport sur le développement rural 2019* (Rome, 2019).

⁴⁶ Kanta Kumari Rigaud et al., *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration* (Washington, Banque mondiale, 2018).

⁴⁷ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Migrations, agriculture et développement rural* (Rome, 2018).

⁴⁸ Dilip Ratha et al., "Data release: Remittances to low- and middle-income countries on track to reach \$551 billion in 2019 and \$597 billion by 2021", Banque mondiale, 16 octobre 2019.

de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté ces dernières années. Une autre conclusion clé est que le système alimentaire mondial actuel n'est pas viable sur le plan environnemental. Pour construire un avenir plus durable, il faudra d'abord transformer l'offre et la demande alimentaires, réformer les institutions et renforcer les mesures visant à préserver la base de ressources naturelles et atténuer les changements climatiques.

61. La population mondiale doit être bien nourrie et en bonne santé pour atteindre les buts et objectifs du Programme d'action de la Conférence internationale du Caire sur la population et le développement et les 17 objectifs de développement durable. Avant de mettre en place des systèmes alimentaires viables et des régimes alimentaires sains, il faudra régler des problèmes étroitement liés qui se retrouvent dans plusieurs domaines (eau et assainissement, soins de santé, éducation, protection sociale et emploi).

62. La croissance démographique est un important facteur d'augmentation de la consommation alimentaire dans de nombreux pays. Si elle était plus lente et combinée à des modes de consommation et de production plus responsables, la pression sur les écosystèmes ainsi que les émissions de gaz à effet de serre seraient réduites et le monde aurait plus de temps pour créer et adopter de nouvelles technologies permettant d'atténuer les effets négatifs des changements climatiques ou de faciliter l'adaptation.

63. Pour répondre à la demande croissante de denrées alimentaires due à l'augmentation des revenus et à la croissance démographique, une transformation durable des systèmes alimentaires et agricoles est nécessaire à tous les niveaux et dans tous les pays. Toutefois, il n'existe pas de formule passe-partout. Les politiques doivent tenir compte du contexte, notamment des moyens de subsistance des personnes qui travaillent actuellement dans l'agriculture et des possibilités d'emploi là où elles vivent et dans les environs.

64. Le système alimentaire mondial contribue grandement aux changements climatiques. Les changements alimentaires qui font appel à une plus grande consommation de plantes et une réduction de la consommation de produits animaliers, en particulier dans les pays à revenu élevé, sont importants à la fois pour atténuer les changements climatiques et pour améliorer la santé de la population.

65. Dans le même temps, les changements climatiques pourraient affaiblir la stabilité des systèmes alimentaires, voire entraîner des défaillances simultanées dans plusieurs régions. Ce sont avant tout les populations les plus pauvres et celles qui vivent près de l'équateur qui verront leur sécurité alimentaire et leur nutrition menacées.

66. Pour résoudre ces problèmes, il faudra que les gouvernements s'engagent fermement à prendre des mesures dans tous les secteurs de l'économie afin d'atténuer les changements climatiques, en particulier les pays qui ont des niveaux élevés d'émissions de gaz à effet de serre par habitant. Établir des systèmes alimentaires viables exigera également de réduire les pertes de denrées alimentaires grâce à de meilleures installations de stockage et à une meilleure organisation des chaînes de valeur, en particulier dans les zones défavorisées, et de réduire le gaspillage alimentaire dans la vente au détail et à la consommation, notamment dans les pays à revenu élevé.

67. Les efforts déployés pour lutter contre la malnutrition et atténuer les effets négatifs des systèmes alimentaires sur l'environnement sont souvent synergiques. Un système alimentaire et nutritionnel bien conçu et bien géré améliorerait à la fois la santé de la population et la viabilité de l'environnement.

Par exemple, diminuer la consommation de viande rouge dans les pays à revenu élevé réduirait les émissions de gaz à effet de serre et permettrait une augmentation modeste de la consommation de viande dans les pays à faible revenu, tout en favorisant des régimes alimentaires plus sains dans les deux cas.

68. Les gouvernements devraient envisager d'adopter et de renforcer les politiques (mesures d'incitation, règlements et directives diététiques) qui poussent les gens à adopter un régime sain basé sur des aliments qui peuvent être produits de manière viable. Ils peuvent mettre en place des mesures d'incitation commerciales en faveur des changements de production, et s'appuyer sur l'éducation des consommateurs et les programmes scolaires pour modifier les habitudes de consommation.

69. Les gouvernements devraient intégrer l'éducation et l'assistance en matière de nutrition dans les programmes scolaires ou concernant la protection sociale et les soins de santé, notamment pour les services de santé sexuelle et procréative.

70. Les politiques gouvernementales visant à promouvoir des régimes alimentaires sains devraient être axées sur des mesures « à double volet » qui peuvent réduire et les risques de carences nutritionnelles associées à l'insuffisance pondérale, à l'émaciation et au retard de croissance et la prévalence croissante de la surcharge pondérale et de l'obésité.

71. Les politiques visant à rendre les systèmes alimentaires plus durables peuvent entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui pourrait réduire l'accès à la nourriture des populations les plus pauvres. Les autorités devraient atténuer ces effets négatifs par des politiques et des programmes visant à augmenter les revenus des pauvres et fournir des compléments de revenu si nécessaire.

72. Les gouvernements et les organisations internationales devraient veiller à ce que les règles commerciales applicables aux produits alimentaires et agricoles tiennent compte de leurs incidences sociales et environnementales et devraient empêcher la concurrence déloyale contre les pays qui adoptent des réglementations environnementales et sociales plus strictes.

73. Les technologies agricoles innovantes, telles que l'agriculture de précision, l'agroécologie, l'agriculture biologique et de conservation, et la lutte intégrée contre les ravageurs, nécessiteront des investissements importants dans la recherche, le développement et le capital humain pour les adapter aux contextes locaux et les rendre abordables pour tous les producteurs. Les gouvernements peuvent créer des incitations commerciales et des cadres réglementaires pour stimuler la recherche et renforcer le capital humain.

74. Les gouvernements et la communauté internationale devraient soutenir l'investissement dans les systèmes de semences pour les fruits et légumes, et pas seulement pour les cultures de base. Les futurs systèmes alimentaires devraient diversifier les plantes utilisées et accroître la production d'aliments d'origine végétale sous-utilisés.

75. Les gouvernements et la communauté internationale sont instamment invités à soutenir la recherche et la collecte de données pour améliorer la surveillance de l'état nutritionnel de tous les groupes de population, notamment en ce qui concerne les carences en micronutriments. Des recherches sont également nécessaires pour trouver les meilleures pratiques permettant d'améliorer la nutrition, y compris les initiatives visant à mettre fin à la prévalence croissante de l'obésité.